

ALBI - Place du Vigan - 10h30  
CASTRES - Place Soult - 10H30

Convergence vers Toulouse

Place Jeanne d'Arc - 14h

(prévoyez votre pique-nique !)

POUR L'ÉGALITÉ,  
LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ



SAMEDI 26 MAI  
MARÉE  
POPULAIRE

Alternative et autogestion  
Alternative Libertaire  
APEIS  
Attac  
Climat social  
Collectif des Associations Citoyennes  
Collectif National pour les Droits des Femmes  
Collectif La Fête à Macron  
Confédération Générale du Travail  
Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité  
Convergence nationale de défense des services publics  
DIDF  
DIEM25  
Droit au Logement  
Ecologie sociale  
Europe Ecologie Les Verts  
Les Effronté.es  
Ensemble !  
Femmes Egalité  
Fondation Copernic  
France Insoumise  
Gauche Démocratique et Sociale  
Génération.s  
MJCF  
Mouvement Ecolo  
Mouvement National des Chômeurs et Précaires  
Nouvelle Donne  
Nouveau Parti Anticapitaliste  
Parti Communiste Français  
Parti de Gauche  
Parti Ouvrier Indépendant Démocratique  
PCOF  
PCRF  
République et Socialisme  
Résistance Sociale  
Snesup-FSU  
Solidaires  
Syndicat des Avocats de France  
Syndicat de la Magistrature  
UEC  
UNEF  
● Union Nationale Lycéenne

WWW.MAREEPOPULAIRE.FR

# POUR L'EGALITE, LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITE

Un constat s'impose, Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salarié.es, introduction de la sélection à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrant.es, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires, utilisation de l'égalité femmes-hommes comme simple outil de communication, sans moyens financiers, alors que les femmes sont les premières concernées par les régressions sociales... sans oublier une politique militariste au niveau international. La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance.

Ce coup de force peut échouer, car les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journée nationale d'action, grèves, occupation d'universités, manifestations... Il appartient évidemment aux organisations syndicales de décider, avec les personnels concernés, de leurs formes d'action. Chacune d'entre elles a, a priori, des ressorts différents, mais au-delà de tel ou tel aspect, ce dont il est question concerne la nature même de la société dans laquelle nous voulons vivre. Voulons-nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, où les défis écologiques seraient soumis aux intérêts

de la finance, où le logement, les HLM et les locataires seraient marchandises, où la lutte contre les discriminations se réduit à des discours ? Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

Le gouvernement espère que ces mobilisations sectorielles restent isolées et qu'il pourra les défaire les unes après les autres en tenant bon, en les laissant s'épuiser ou en les réprimant. Affichant sa détermination, il espère ainsi nous décourager. Il se trompe, comme le montre la multiplication des collectifs citoyens en lien avec les salarié.es, les retraité.es et les étudiant.es ainsi que le succès de la solidarité aux grévistes, notamment à ceux de la SNCF. Il s'agit maintenant d'aller plus loin et, toutes et tous ensemble, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il fait la sourde oreille, il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets.

Dans le respect de nos champs d'interventions respectifs, nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques pour construire et réussir ensemble un grand rendez-vous citoyen. Partout en France organisons le samedi 26 mai une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité.